

N°17/CA DU REPERTOIRE

AU NOM DU PEUPLE DAHOMEEN

N°68-38/CA DU GREFFE

COUR SUPREME

ARRÊT DU 29 MAI 1973

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

AGBENONCI VICTOR

c/

ETAT DAHOMEEN

MINISTÈRE DE LA FONCTION
PUBLIQUE

VU LES REQUÊTES ET MÉMOIRE AMPLIATIF PRÉSENT
PAR LE SIEUR AGBENONCI VICTOR, AGENT DE BUREAU PRINCIP
DOMICILIÉ À PORTO-NOVO ET ENREGISTRÉS LES 14 DÉCEMBRE
1968 ET 7 FÉVRIER 1969 AU GREFFE DE LA COUR SUPRÊME,
LES DITS REQUÊTES ET MÉMOIRE TENDANT À L'ANNULATION POUR
EXCÈS DE POUVOIR DU REFUS IMPLICITE OPPOSÉ PAR LE MINI
TRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA RÉFORME ADMINISTRAT
VE ET DU TRAVAIL, À SA REQUÊTE EN DATE DU 16 SEPTEMBRE
1968, SOLICITANT SA NOMINATION SUR TITRE DANS LE CORP
DES CONTRÔLEURS DES SERVICES FINANCIERS PAR LES MOYENS
QUE LES DISPOSITIONS DU PARAGRAPHE 1 DE L'ARTICLE 38
DÉCRET N°289/PR/MFPT DU 16 JUILLET 1966 PERMETTANT CET
NOMINATION PARCE QU'IL EST TITULAIRE DU DIPLOME DU DEU
XIÈME DEGRÉ DE L'INSTITUT D'ETUDES ADMINISTRATIVES AFR
CAINES DE DAKAR, LEQUEL DIPLOME EST RECONNU ÉQUIVALENT
À LA CAPACITÉ EN BOBITHOU AU BACCALAURÉAT DE L'ENSEIGN
MENT SECONDAIRE PAR L'ARTICLE 3 DE L'ARRÊTÉ N°447/MENJ
IPN DU 15 MAI 1968;

VU L'ARRÊTÉ N°524/MFPT/DP.2 DU 14 AOÛT 1972
NOMMANT LE SIEUR AGBENONCI VICTOR DANS LE CORPS DES CO
TRÔLEURS DES SERVICES FINANCIERS;

VU LES AUTRES PIÈCES PRODUITES ET JOINTES AU
DOSSIER;

VU L'ORDONNANCE N°21/PR PORTANT COMPOSITION,
ORGANISATION, FONCTIONNEMENT ET ATTRIBUTIONS DE LA COUR
SUPRÊME;

OUT À L'AUDIENCE PUBLIQUE DU MARDI VINGT NEU
MAI MIL NEUF CENT SOIXANTE TREIZE, MONSIEUR LE CONSEIL
LER BOUSSARI EN SON RAPPORT;

MONSIEUR LE PROCUREUR GÉNÉRAL GBENOU EN SES
CONCLUSIONS;

ET APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ CONFORMÉMENT À LA
LOI;

CONSIDÉRANT QUE L'ARRÊTÉ N°524/MFPT/DP.2 DU
14 AOÛT 1972 A NOMMÉ LE SIEUR AGBENONCI VICTOR DANS LE
CORPS DES CONTRÔLEURS DES SERVICES FINANCIERS;

QUE DÈS LORS, SA REQUÊTE ENREGISTRÉE COMME C
DESSUS LE 14 DÉCEMBRE 1968 REVIENT SANS OBJET;

8

4

.../...

CONSIDÉRANT QU'IL N'Y A DONC LIEU À STATUER SUR
LA REQUÊTE SUSVISÉE DU REQUÉRANT;

CONSIDÉRANT QUE L'ARRÊTÉ N°524/MFPT/D.P. 2 ÉTANT
INTERVENU POSTÉRIEUREMENT AU RECOURS DU SIEUR AGBENONCI, IL
Y A LIEU DE METTRE LES DÉPENS À LA CHARGE DU TRÉSOR PUBLIC.

PAR CES MOTIFS

D E C I D E

ARTICLE 1ER. - IL N'Y A LIEU À STATUER SUR LA REQUÊTE SUSVISÉE
DU SIEUR AGBENONCI.

ARTICLE 2. - LES DÉPENS SONT MIS À LA CHARGE DU TRÉSOR PUBLIC

ARTICLE 3. - NOTIFICATION DE LA PRÉSENTE DÉCISION SERA FAITE
AUX PARTIES.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ PAR LA COUR SUPRÊME (CHAMBRE
ADMINISTRATIVE) COMPOSÉE DE MESSIEURS :

CYPRIEN AÏMANDOU, PRÉSIDENT DE LA COUR SUPRÊME PRESIDENT

CORNEILLE T. BOUSSARI ET MAURILLE CODJIA CONSEILLERS

ET PRONONCÉ À L'AUDIENCE PUBLIQUE DU MARDI VINGT
NEUF MAI MIL NEUF CENT SOIXANTE TREIZE, LA CHAMBRE ÉTANT COM-
POSÉE COMME IL EST DIT CI-DESSUS EN PRÉSENCE DE MONSIEUR :

GRÉGOIRE AGBENOU PROCUREUR GENERAL

ET DE MAÎTRE HONORÉ GERO AMOUSSOUGA GREFFIER EN CHEF

ETUENT SIGNÉ :

LE PRÉSIDENT

LE RAPPORTEUR

LE GREFFIER EN CHEF

C. AÏMANDOU

C. T. BOUSSARI

H. GERO AMOUSSOUGA

Enregistré à Cotonou le

Fo. 85 Case 881

Reçu

L'Inspecteur de l'Enregistrement

